

Crédits 1b, 5b, 20b et 45b: Affaires des anciens combattants.

Le Comité rapporte le Budget supplémentaire (B) de l'année financière se terminant le 31 mars 1973 sauf le crédit 16b: FINANCES, qui n'a pas été adopté.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicules n° 10 à 18 inclusivement*) est déposé.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 7 aux Journaux*)

M. l'Orateur fait savoir à la Chambre que le Greffier de la Chambre a déposé sur la Table le premier rapport du greffier des pétitions, dont il est donné lecture, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître qu'il a examiné la pétition signée par 29,880 personnes dans la cité d'Edmonton (Alberta), ayant trait aux pensions de vieillesse et aux pensions des anciens combattants, présentée par M. Douglas Roche, député, le mardi 20 mars 1973, et il constate que la pétition est conforme aux exigences du Règlement quant à sa forme.

M. Gillespie, membre du Conseil privé de la Reine dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, du rapport de la Commission du textile et du vêtement, en date du 20 décembre 1972, sur une enquête relative aux chemises pour hommes et pour garçons. (Document parlementaire n° 291-4/151).

M. Gillespie dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, du rapport de la Commission du textile et du vêtement, en date du 20 décembre 1972, sur une enquête relative aux filés acryliques. (Document parlementaire n° 291-4/152).

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les huit questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 19—*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre)

1. Des membres du Cabinet sont-ils administrateurs de sociétés, de compagnies, etc., et, dans l'affirmative, quels sont-ils, de quelles sociétés ou compagnies sont-ils administrateurs, et quand ces ministres ont-ils été nommés administrateurs?

2. Des membres du Cabinet ont-ils démissionné de leurs postes d'administrateur depuis leur assermentation comme membres du Conseil privé et, dans l'affirmative, quels sont ces ministres, à quand remontent leurs démissions respectives et quelles sont les sociétés ou compagnies concernées? (Document parlementaire n° 291-2/19).

N° 52—*M. Diefenbaker*

1. A combien se sont élevées, depuis juillet 1971, les différentes formes de subventions d'aide accordées dans

chaque province, par les ministères fédéraux, à divers types d'entreprises pour qu'elles installent de nouvelles industries ou agrandissent celles qui existent déjà?

2. A-t-on enregistré des faillites parmi les bénéficiaires qui ont déjà obtenu une aide?

3. Quels sont a) les noms et adresses de ces derniers, b) les montants accordés ou payés à chacun d'eux et les dates correspondantes, et c) la date de chaque jugement déclaratif de faillite? (Document parlementaire n° 291-2/52).

N° 88—*M. Nystrom*

1. Combien d'argent a dépensé le ministère de l'Industrie et du Commerce pour la publicité et/ou l'information durant chacune des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971 et 1971-1972?

2. Quels sont les noms et adresses des entreprises et des particuliers à qui on a adjugé les contrats, combien a-t-on dépensé dans chaque cas et quel était l'objet de chaque contrat?

3. Quels contrats de publicité et/ou d'information a-t-on adjugés durant l'année financière actuelle, quels sont les noms et adresses des bénéficiaires, de quel montant s'agit-il dans chaque cas et quel est l'objet de chacun des contrats? (Document parlementaire n° 291-2/88).

N° 101—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972, quelle somme totale le ministère de la Défense nationale a-t-il consacrée aux contrats accordés à des particuliers et à des organismes de l'extérieur aux fins de recherche, développement et autres services de consultation?

2. Quels sont leurs noms et adresses et à combien revenait chaque contrat?

3. Quel était l'objectif de chacun et le titre de chaque rapport présenté?

4. Quels sont les noms et adresses des particuliers et des organismes de l'extérieur à qui l'on a accordé des contrats aux fins de recherche, développement et autres services de consultation pendant l'année financière en cours, à combien se chiffre chaque contrat et quel en est l'objectif? (Document parlementaire n° 291-2/101).

N° 591—*M. Alexander*

1. Le gouvernement a-t-il reçu de M. E. Zeigler, des rapports préliminaires, provisoires ou autres à la suite de la publication d'un document intitulé *Background Objectives and methodology of the Longitudinal Study of the Economic and Social Adaptation of Immigrants* et, dans l'affirmative, a) combien en a-t-il reçus et seront-ils publiés, b) dans la négative, pourquoi n'en a-t-il pas reçu?

2. Depuis 1966, a-t-on fait des études quelconque au sujet des conséquences de l'immigration sur l'offre et la demande en économie et, dans l'affirmative, a) combien d'études a-t-on faites, b) quand ont-elles été terminées, c) quels en sont les titres, d) qui les a rédigées et e) seront-elles publiées?

3. Depuis 1966, le gouvernement a-t-il mené des enquêtes au sujet de l'adaptation économique et sociale des